



ARRÊTÉ MUNICIPAL

SERVICE/DIRECTION : GEP VOIRIE	OBJET : TRAVAUX HYDRAULIQUES
Réf: FRS Réf : 240419	CHEMIN DU COMPAGNON DU 03/06/2024 AU 07/06/2024

Le Maire de la ville de NIMES, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 417.10

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

Vu l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

Vu la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

Vu la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

Vu la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

Vu l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

Vu le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

Vu l'arrêté municipal n° 2023-07-305 du 17 juillet 2023, réglementant la délégation de fonction et de signature de Mme Emmanuel CARRIERE, adjoint au maire, délégué aux aménagements urbains et à la voirie,

Vu l'Avis des services techniques

Considérant qu'il importe de faciliter la réalisation de travaux hydrauliques dans l'agglomération nîmoise,

Vu la demande du pétitionnaire en date du 31/05/2024,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - STATIONNEMENT

du 03/06/2024 au 07/06/2024

Le pétitionnaire, NIMES METROPOLE pour le compte de CISE TP Sud-Est est autorisé à stationner sur le trottoir de la plate-forme du TCSP au 149 CHEMIN DU COMPAGNON.

Aucune emprise sur la plate-forme du TCSP. En aucun cas, la circulation des bus ne sera interrompue.

Il appartiendra au pétitionnaire de délimiter un périmètre de sécurité autour du chantier ainsi qu'un cheminement pour les piétons afin d'éviter tous risques d'accidents. L'ensemble de la signalisation - **panneaux « interdiction de stationner avec mise en fourrière, déviation, d'information de chantier »** ainsi que l'affichage du présent arrêté municipal de police de roulage seront mis en place par le pétitionnaire à ses frais et sous sa responsabilité **au minimum 48h avant**.

La signalisation nécessaire à la sécurité du public sera assurée de jour et de nuit par le pétitionnaire chargé des travaux : **CISE TP Sud-Est demeurant 250, avenue du DOCTEUR FLEMING Agence Languedoc - ZI ST CESAIRE 30936 NIMES représentée par Monsieur Rafael SANCHO.**

La tranchée devra être sécurisée tous les soirs après les travaux (plaques en sol stabilisées ou autres...).

La zone de travaux devra être sécurisée et délimitée par des séparateurs de voie.

La signalisation temporaire du chantier devra être mise en place et maintenue de jour comme de nuit.

En aucun cas la fouille ne devra rester ouverte durant une période de week-end.

Un cheminement piétonnier, protégé, sécurisé et sans interruption, sera impérativement mis en place.

Le pétitionnaire devra IMPÉRATIVEMENT se coordonner avec la Société TANGO qu'il sera nécessaire de contacter au minimum 72 heures en amont du démarrage des travaux (Réfèrent : Nicolas MASCLET - 06.34.33.47.97 - nicolas.masplet@tangobus.fr)

Le chantier est interdit au public, l'entreprise pétitionnaire devra OBLIGATOIREMENT mettre un périmètre de sécurité sur l'ensemble de l'emprise.

La réfection définitive devra être IMPERATIVEMENT réalisée à la fin des travaux par le pétitionnaire.

ARTICLE 2 - Les véhicules en infraction au présent arrêté seront enlevés aux frais et périls de leurs propriétaires, à la diligence des Services de Police.

ARTICLE 3 - Les usagers de la voie publique devront se conformer aux indications données, soit par la signalisation, soit par les agents du service d'ordre, selon les mesures particulières imposées par les circonstances.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier.

ARTICLE 5 - La présente autorisation est accordée à titre précaire et ne constitue qu'une pure tolérance sous réserve du droit des tiers. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou en partie, lorsque l'Administration Municipale le jugera utile dans l'intérêt public. Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

ARTICLE 6 - PROPRETÉ DES ABORDS DU CHANTIER

- Le pétitionnaire et les sous-traitants éventuels doivent protéger par tous les moyens appropriés le sol et les abords du chantier et maintenir en permanence en parfait état de propreté le lieu de l'intervention.
- A l'issue du chantier, une visite de propreté sera réalisée avec le service de la Gestion de l'Espace Public ; en cas de problème constaté, le pétitionnaire devra rendre le

domaine public dans un état d'hygiène et de propreté immédiatement.

ARTICLE 7 - En cas de non-respect des prescriptions mentionnées un procès verbal sera dressé conformément à l'article R.116 du code de voirie routière. Le contrevenant pourra être redevable d'une contravention de 5ème classe, ainsi qu'au paiement des frais occasionnés par la réparation du dommage.

ARTICLE 8 - **M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés**, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour Le Maire de Nîmes et par
délégation,
Adjoint au maire,

Emmanuel CARRIERE

VOIES DE RECOURS ET DELAIS

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.*